

Pour une règle d'or énergétique et nucléaire

Autant je suis inquiet d'entendre Eva Joly dire de façon intransigeante et quasi déséquilibrée « il faut abandonner le nucléaire et j'ai raison », autant je n'ai jamais entendu le PS dire qu'il voulait le faire, et autant il est surprenant d'entendre l'UMP à la fois le blâmer le PS comme pour l'y inciter. Le nucléaire sauveur, productif et producteur de particules mais non polluant et ne procurant que peu d'emplois serait-il un jeu au-delà d'un enjeu ? Quels sont ses avantages, inconvénients, opportunités, menaces ? Qui veut prendre le rôle de persécuteur et de victime ?

Par François CHARLES

Economiste, coach et conseil en stratégie et management, président de l'IRCE

Comme en matière de défense, notre indépendance énergétique repose sur des décisions politiques qui se confortent d'éléments économiques, techniques et humains mais cette fois également médicaux. Il est souvent difficile de choisir entre une décision politique prise avec le coeur ou de façon logique et la tête froide mais là est l'enjeu. Bien sur le politique dira qu'il n'est pas très responsable de réduire le nucléaire et les emplois car « ce monde est dangereux », comme c'est le cas

dans l'armement. Mais une partie de la population criera qu'il est irresponsable de conserver des énergies à risque quand on peut faire autrement et conserver une armée alors qu'il n'y a plus de guerre. Par contre, ce sont souvent les mêmes personnes qui vous reprocheront ensuite de ne pas les protéger ou de ne pas rétablir la lumière en une heure...

Pour autant il est presque irresponsable d'être dépendant à 75% comme nous l'étions avant du pétrole et il est irréaliste mais hélas réalisable, en cas de catastrophe en France ou dans un pays voisin, d'arrêter toutes nos centrales, a priori les plus sûres du monde, et de passer de 75% à zéro par décision politique.

Au-delà des jeux d'analyse transactionnelle « regarde ce que tu m'as fait faire » et « c'est toi qui m'a entraîné là-dedans » qui risque d'arriver entre le PS et les Verts, et qui constitue une base classique à la secrète règle du jeu de nombreux ménages, essayons d'analyser l'objectif positif, les réalités et les options abordables notamment au vu de la sempiternelle et sans doute intéressante comparaison du couple franco-allemand.

Posons l'objectif positif consensuel : « disposer d'une certaine autonomie énergétique si possible peu polluante, peu chère et peu dangereuse ». Les réalités objectives sont par contre diverses et multiples :

Nous sommes sortis de la dépendance du pétrole pour notre électricité grâce au nucléaire, véritable force motrice, et de nombreux pays nous ont emboîtés le pas. En Europe, la France possède 19 centrales et 58 réacteurs et son énergie électrique en provient à 74%, la Russie 16%, le Royaume-Uni 22%, l'Allemagne 24%, la Suède 45%, l'Espagne 26, la Suisse 40% et la Finlande 30%. L'énergie française repose aussi à 12,3 % sur l'hydraulique puis gaz 5% et de façon insignifiante sur les autres énergies mais avec un plan éolien remarquable. Notons qu'un cluster éolien existe en Bourgogne. L'Allemagne dépend du charbon à 41%, du nucléaire à 24%, du gaz à 14%, de l'éolien à 6%

Tout modèle économique par ailleurs sur sa durée de vie, l'hydraulique semble être l'énergie la moins coûteuse en production en euros par mégawatt-heure suivi du nucléaire, du charbon, du gaz, de l'éolien puis du solaire et le prix du pétrole est très élevé.

Autres réalités : les catastrophes nucléaires n'ont pas eu lieu pour les mêmes raisons mais produisent les mêmes effets sociaux et politiques : l'Italie, l'Allemagne, un temps revenue, et la Suisse en sont sorties suite à une catastrophe. L'Autriche, la Belgique sans doute également. L'Espagne arrête de construire mais maintient l'atome. La Finlande, la Suède qui a même critiqué l'Allemagne pour pollution, le Royaume Uni qui vient de sortir une étude, et la Russie (...), maintiennent le nucléaire en confiance. La France a analysé depuis longtemps la réduction à 50% et annonce une étude de sécurité fin 2011. L'opposition profite légitimement ou non de l'élection présidentielle pour se reposer les bonnes questions.

On peut être de droite et aimer le tram à Dijon même avec les travaux et on peut être de droite et aimer une diversification des sources d'énergie. On peut aussi avoir le droit d'entendre des gens qui ont peur de cette menace inodore en espérant que les discours publics et privés sont les mêmes. J'ai pu côtoyer des gens de gauches qui, en aparté, sont réalistes sur les progrès industriels avant les progrès sociaux. Il est difficile pour les Verts d'admettre que la sécurité est totale sous peine de perdre leur légitimité alors qu'ils pourraient

intelligemment veiller à la sécurité par des actions concertées et non sauvages. Quant à la sécurité industrielle, les catastrophes leur donne hélas parfois raison.

L'étude des Echos du 6 décembre est intéressante: « le nucléaire pèse les trois quarts du bouquet électrique mais représente 125 000 emplois directs et autant d'indirects », soit 350 personnes par réacteur. Les énergies vertes sont coûteuses tant qu'elles ne sont pas amorties mais ont créé 370 000 emplois en Allemagne avec un quasi doublement d'ici 2030 alors qu'elles n'en ont créé jusqu'à lors que 94000 en France mais avec une forte progression. Par contre, si le nucléaire procure et génère beaucoup moins d'emploi (environ 30 000 d'ici à 2030 selon PWC avant Fukushima), il reste plus productif.

Autres réalités : le solaire est plus développé en Allemagne alors que la France est plus ensoleillée. Le Maroc va produire et exporter de l'électricité solaire à partir de grands champs photovoltaïque installés dans le désert. L'éolien offshore est plus développé en Allemagne alors que la France dispose de 20 fois plus de côtes. Le charbon est très polluant mais compétitif. Les bassins miniers français

sont menacés. L'atome est comme le gaz, inodore, l'atome n'émet pas de Co2, nous entrons dans le tout électrique, l'avion est le plus sûr moyen de locomotion. Le premier crash d'un Airbus 380 fera parler pendant un an mais n'arrêtera pas ces avions de voler. Il est plus réaliste et facile d'arrêter à 25%, de maintenir entre 25 et 50 % et de réduire en dessous. Le nucléaire, ce n'est pas que des centrales mais ce sont aussi des déchets à risque qu'il faut stocker. L'Allemagne est notre premier partenaire et représente un modèle comparatif proche. Elle est écologique mais abandonne pourtant le nucléaire pour polluer énormément avec le charbon et va acheter de plus en plus de gaz en Russie.

On peut se demander pour quelle raison le solaire n'est pas davantage développé de la même façon que le sont les bio carburants qui polluent autant mais dont le modèle économique et de rejet global est avantageux mais finalement... plus compliqué. La technique ne serait-elle pas au point ? Les piles à combustible, elles, le sont.

Ayant travaillé sur les concepts de fabrication, de maintenance et de déconstruction, je suis sceptique sur le fait de dire que déconstruire une centrale coûte

plus cher que la maintenir et donc la moderniser mais il est vrai de dire qu'il faut prévoir un jour le coût de déconstruction dans toute réalisation, qui plus est, sensible.

Mettons tout cela dans l'alambic, laissons bouillir et analysons l'élixir produit. Réalisons une distillation supplémentaire comme un single malt et rajoutons qu'en Allemagne le SMIC n'existe pas...

Le politique se sert-il des catastrophes pour faire passer ses convictions ? Se sert-il de la population pour mieux l'impliquer et éviter certaines décisions ? On se rappellera du référendum européen et plus récemment de la volonté de référendum grecque pour réduire la dette. Il semble en être de même pour le nucléaire.

En fait 50% ou 75% ? Tout le monde a en définitive raison dans une « règle d'or » énergétique pour réduire la part du nucléaire sans réduire le nucléaire.

Même si les 35 h ont été écrites sur un coin de table et que la psychose radioactive peut changer bien des décisions, je ne veux pas croire que les circonscriptions ont été marchandées à coup de réacteurs nucléaires

avec irresponsabilité avec les effets que l'ont verra si la majorité présidentielle change de couleur.

Je veux plutôt espérer que l'annonce s'est faite sur des réalités étudiées comme dites précédemment et notamment sur nos 25 réacteurs ayant plus de 30 ans en 2011. J'invite les analystes à penser de façon globale au-delà de la production et utiliser la matrice BCG connue en marketing pour savoir où investir, construire, entretenir et déconstruire entre les Dilemmes, (centrales à moderniser sans rendement), les Vedettes (rentables mais non amorties) et les Vaches à lait (amorties mais avec un risque à terme si non surveillance).

Je veux croire aussi que c'est donner une chance pour créer des emplois et pour le développement continu d'alternatives en utilisant de façon toujours plus grande le potentiel inexploité des ressources sans fragiliser notre développement économique et notre indépendance énergétique.

Je veux croire que la majorité en place restera dans la lancée du Grenelle de l'environnement comme dans le maintien de notre force motrice électrique pour les mêmes raisons. Cela contribuerait aussi à sauver notre pôle nucléaire bourguignon

travaillant de concert avec la Franche-Comté.

En conservant sa capacité de production d'électricité, la France contribue à réduire la dépendance énergétique européenne et produira pour les autres nations avec des impacts économiques induits. Nous pourrions leur demander en contrepartie de nous aider financièrement à entretenir, moderniser et démanteler nos centrales et leurs déchets pour éviter tout risque potentiel. Les Verts pourront appeler cela une « prime de risque », une « taxe nucléaire » et pourront aider à calculer la survaleur de la santé au-delà des processus industriels.

La France pourra faire partie du sous-groupe des pays à centrales co-financées par les autres pays de l'Union. L'Allemagne, qui revient sur le charbon très pollueur pourrait également investir en Lorraine dans cette filière.

Comme dans bien des domaines, et en pensant positivement, l'Europe de l'énergie pourra profiter d'une crise pour se structurer et mettre en place une segmentation fédérale pour la consommation et l'achat interne et externe encadré par un Buy European Energy Act.